L. 12.116/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

e CONSEIL D'ETAT, section de
lation, première chambre des
ions, saisi par le Ministre
ommunications, le 13 août
d'une demande d'avis sur un
t de loi "modifiant les lois
ives à la police de la cir-
ion routière, coordonnées
mars 1968", a donné le 30
1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 13e augustus 1974 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968", heeft de 30e augustus 1974 het volgend advies gegeven :

Ce projet de loi tend essentiellement :

1° à assurer une aggravation des peines et des mesures de sûreté dans le cas où certaines infractions en matière de police de la circulation routière seraient commises;

2° à permettre une répression plus sévère de l'ivresse au volant en ramenant le taux punissable de l'alcool dans le sang de 1,5gr. par litre à 0,8gr. et en prévoyant le retrait temporaire du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage au cas où l'épreuve respiratoire fait présumer une alcoolémie supérieure à 0,8 gr. par litre de sang.

3° à élargir la notion du délit de fuite en l'étendant à quiconque, sachant qu'il vient de causer ou occasionner un accident dans un lieu public, a pris la fuite pour échapper aux constatations utiles.

En ce qui concerne l'aggravation des peines, le projet (article 1er) laisse le soin au Roi de déterminer les infractions aux règlements qui seraient considérées comme graves et, comme telles, passibles des peines plus fortes que le projet prévoit.

En d'autres termes, le Roi reçoit le pouvoir de choisir entre les peines prévues par le législateur, celles qui sanctionneront telle ou telle violation des règlements.

.../...

Un tel procédé est-il compatible avec l'article 9 de la Constitution aux termes duquel "Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi"?

De l'examen auquel le Conseil d'Etat s'est livré, il ressort qu'une réponse affirmative peut être donnée à cette question.

S'appuyant sur les mots "en vertu de la loi", la doctrine estime, en effet, que le législateur peut déléguer aux autorités qu'il désigne le droit de sanctionner par des peines la violation de leurs règlements (1).

Ainsi, par exemple, l'article 85 de la loi provinciale autorise-t-il le conseil provincial à établir, pour l'exécution de ses règlements et ordonnances, des peines qui n'excèdent pas huit jours d'emprisonnement et deux cents francs d'amende.

Ainsi encore, l'article 78 de la loi communale prévoit-il que les conseils communaux peuvent édicter des peines n'excédant pas celles de police, contre les infractions à leurs ordonnances.

.../...

---

(1) V. THONISSEN, La Constitution belge annotée, n° 47; ORBAN, Droit constitutionnel de la Belgique, n° 148; MAST, overzicht van het belgisch grondwettelijk recht, n° 435; Pandectes belges, v° Peines, n° 39.

Par conséquent il doit être admis que le législateur puisse établir deux peines différentes et confier au Roi le pouvoir de choisir entre celles-ci pour la répression d'une catégorie d'infractions déterminées par la loi.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Tel qu'il est rédigé, l'article 29, alinéa 1er, donne à penser que la notion d'"infractions graves" a déjà été déterminée par la loi, ce qui n'est pas le cas.

Il est, dès lors, suggéré d'adopter pour cet alinéa la rédaction suivante :

"Les infractions graves aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées spécialement désignées comme telles par le Roi, sont punies ...".

*

* *

.../...

Le texte ne permet pas l'application de circonstances atténuantes (réduction de la durée de l'emprisonnement en dessous du minimum de huit jours prévu) en cas d'infraction grave.

D'autre part, en cas de récidive, l'intention du Gouvernement est-elle bien, ainsi que le texte le commande, de voir la peine doublée au cas où la seconde infraction est une infraction grave qui succède à une infraction qui ne l'est pas ?

Article 3.

L'article 33, § 1er nouveau, tel qu'il est rédigé, exclut la possibilité du délit de fuite au cas où ce n'est pas la personne elle-même qui a causé ou occasionné un accident dans un lieu public, mais un animal dont elle répond.

D'après les renseignements communiqués, il semble bien que telle soit la volonté du Gouvernement.

*

* *

.../...

Il conviendrait de préciser à l'article 33, § 1er, 2°, nouveau qu'il s'agit d'un accident "de la circulation routière".

*
* *

L'article 33, § 2, dans la rédaction proposée, ne permet pas l'application d'une seule des peines prévues, ce qui ne correspond pas à l'intention du Gouvernement.

Il conviendrait, dès lors, d'adopter la rédaction suivante : "§2. Si l'accident a entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort, le coupable est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 200 francs à 5.000 francs, ou d'une de ces peines seulement".

Article 4.

Il est proposé de rédiger le 3° de l'article 34 comme suit :

"Quiconque s'est refusé à l'épreuve respiratoire prévue à l'article 59, § 1er, à celle prévue par l'article 60, § 1er, ou, sans motif légitime, au prélèvement dsanguin prévu à l'article 63".

.../...

Articles 5 et 6.

Conformément à la remarque formulée à propos de l'article 1er du projet, il conviendrait de dire "infractions graves aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées, spécialement désignées comme telle par le Roi".

Article 8.

Au nouveau § 1er de l'article 60, les mots "les fonctionnaires ou agents énumérés à l'article 59, § 1er" devraient être remplacés par les mots "les magistrats, fonctionnaires et agents énumérés à l'article 59, § 1er".

*
* *

Il est proposé de remplacer la première phrase de l'alinéa 4 du § 1er par la phrase suivante : "Avant que la personne ne soit autorisée à conduire à nouveau un véhicule ou une monture quelconque dans un lieu public, une nouvelle épreuve respiratoire lui est imposée".

*
* *

.../...

Compte tenu du fait qu'en vertu du § 1er, la personne qui refuse de se soumettre à l'épreuve respiratoire se voit interdire la conduite d'un véhicule ou d'une monture dans un lieu public pendant une durée de six heures il convient d'exclure ce cas de l'application du § 2.

Il est, dès lors, suggéré de remplacer le § 2 par la disposition suivante :

"Si, pour une raison autre que le refus, il ne peut être procédé à l'épreuve respiratoire et que la personne qui conduisait ou s'apprêtait à conduire présente des signes d'ivresse ou d'intoxication alcoolique, les magistrats fonctionnaires ou agents énumérés à l'article 59, § 1er, peuvent lui interdire de conduire un véhicule ou une monture quelconque dans un lieu public pendant une durée de six heures sans préjudice de l'application des dipositions de l'article 1er, § 2, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse".

Article 9.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 61 nouveau, il n'est pas prévu, ainsi que l'article 61, alinéa 2 actuel le prévoit, la possibilité pour le propriétaire du véhicule, non soumis à l'interdiction de conduire visée à l'article 60, de conduire lui-même le véhicule ou de le

.../...

faire conduire par une autre personne qu'il désigne et non soumise à l'interdiction.

L'on n'aperçoit pas la raison pour laquelle cette possibilité a été écartée.

Article 10.

Ainsi que la remarque en a été faite à propos de l'article 8, il conviendrait de dire : "Les magistrats, fonctionnaires et agents ..." au lieu de "Les fonctionnaires et agents ...".

Dit wetsontwerp heeft hoofdzakelijk tot doel :

1° strengere straffen en scherpere veiligheidsmaatregelen in te voeren voor bepaalde verkeersovertredingen;

2° een strengere bestraffing van de dronkenschap aan het stuur mogelijk te maken door het strafbare alcoholgehalte in het bloed te verlagen van 1,5 gram per liter tot 0,8 gram, en door te voorzien in een tijdelijke intrekking van het rijbewijs of van de leervergunning ingeval de ademtest een alcoholgehalte van meer dan 0,8 gram per liter bloed laat vermoeden;

3° het begrip vluchtmisdrijf te verruimen door het uit te breiden tot eenieder die, wetend dat hij oorzaak van, dan wel aanleiding tot een ongeval op een openbare plaats is geweest, de vlucht heeft genomen om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken.

Wat de verzwaring van de straffen betreft, laat het ontwerp (artikel 1) het aan de Koning over te bepalen welke overtredingen van de reglementen worden geacht zware overtredingen te zijn en als zodanig onder de strengere straffen zouden vallen welke het ontwerp invoert.

Dat wil zeggen dat de Koning de bevoegdheid krijgt om uit de door de wetgever bepaalde straffen, die te kiezen waarmede deze of gene overtreding van de reglementen zal worden gestraft.

Is die werkwijze overeen te brengen met artikel 9 van de Grondwet, dat bepaalt : "Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet"?

.../...

Uit het onderzoek dat de Raad van State hieraan heeft gewijd, blijkt dat deze vraag bevestigend kan worden beantwoord.

Steunend op de woorden "krachtens de wet", meent de rechtsleer immers dat de wetgever aan de overheden welke hij aanwijst, het recht kan opdragen om straf te stellen op de schending van hun verordeningen(1).

Zo bijvoorbeeld machtigt artikel 85 van de provinciewet de provincieraad om, ten einde zijn reglementen en verordeningen te doen nakomen, straffen te bepalen, die acht dagen gevangenisstraf en tweehonderd frank geldboete niet overschrijden.

Evenzo bepaalt artikel 78 van de gemeentewet dat de gemeenteraden op de overtredingen van hun verordeningen straffen kunnen stellen die "de politiestraffen niet overschrijden".

Bijgevolg moet worden aangenomen dat de wetgever twee verschillende straffen kan invoeren en aan de Koning de bevoegdheid kan verlenen om daaruit te kiezen voor het straffen van een categorie van door de wet bepaalde misdrijven.

.../...

---

(1) MAST, Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht, nr. 435; THONISSEN, La Constitution belge annotée, nr. 47; ORBAN, Droit constitutionnel de la Belgique, nr. 148; Pandectes belges, v° Peines, nr. 39.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Zoals het nieuwe artikel 29, eerste lid, is geredigeerd, wekt het de indruk dat het begrip "zware overtredingen" reeds door de wet omschreven is, hetgeen niet het geval is.

Derhalve wordt voorgesteld dit lid als volgt te redigeren :

"De speciaal door de Koning als zodanig aangewezen zware overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten, worden gestraft ...".

*

* *

De tekst staat niet toe dat met verzachtende omstandigheden rekening wordt gehouden (vermindering van de duur van de gevangenisstraf beneden het gestelde minimum van acht dagen) in geval van zware overtreding.

Ziet de Regering het anderzijds werkelijk zo, dat bij herhaling, zoals de tekst voorschrijft, de straf wordt verdubbeld in het geval dat de tweede overtreding een zware overtreding is, die volgt op een overtreding die geen zware overtreding is ?

.../...

Artikel 3.

Zoals het nieuwe artikel 33, § 1, is geredigeerd, sluit het de mogelijkheid van vluchtmisdrijf uit ingeval het niet de persoon zelf is die oorzaak van, dan wel aanleiding tot een ongeval op een openbare plaats is geweest, maar een dier waarvoor hij instaat.

Volgens verkregen inlichtingen, blijkt de Regering het wel degelijk zó te bedoelen.

*

* *

In het nieuwe artikel 33, § 1, 2°, zou nader moeten worden bepaald dat het gaat om een "verkeersongeval".

*

* *

Met de voor artikel 33, § 2, voorgestelde redactie is het niet mogelijk slechts één van de bepaalde straffen op te leggen, hetgeen stellig niet in de bedoeling van de Regering ligt.

De tekst zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd : "§ 2. Heeft het ongeval voor een ander slagen, verwondingen of de dood tot gevolg gehad, dan wordt de schuldige gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 200 frank tot 5.000 frank of met een van die straffen alleen".

.../...

Artikel 4.

Voorgesteld wordt de tekst onder 3° van het nieuwe artikel 34 als volgt te redigeren :

"Hij die weigert zich te onderwerpen aan de ademtest bedoeld in artikel 59, § 1, aan die bedoeld in artikel 60, § 1, of zonder wettige reden weigert de in artikel 63 bedoelde bloedproef te laten verrichten".

Artikelen 5 en 6.

Overeenkomstig de opmerking die met betrekking tot artikel 1 van het ontwerp is gemaakt, zou moeten worden gelezen : "... een van de speciaal door de Koning als zodanig aangewezen zware overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten".

Artikel 8.

In de nieuwe § 1 van artikel 60 zouden de woorden "de in artikel 59, § 1, genoemde ambtenaren of beambten" moeten worden vervangen door de woorden "de in artikel 59, § 1, genoemde magistraten, ambtenaren en beambten".

*

* *

.../...

Voorgesteld wordt de eerste volzin van het vierde lid van § 1 als volgt te vervangen : "Vooraleer aan de persoon wordt toegestaan opnieuw een voertuig of een rijdier op een openbare plaats te besturen, wordt hem een nieuwe ademtest opgelegd" of : "Eer de persoon toelating krijgt om opnieuw een voertuig of een rijdier op een openbare plaats te besturen, moet hij een nieuwe ademtest ondergaan".

*

* *

Aangezien krachtens § 1 aan de persoon die weigert zich aan de ademtekst te onderwerpen, verbod wordt opgelegd gedurende zes uren op een openbare plaats een voertuig of een rijdier te besturen, moet dat geval buiten de toepassing van § 2 worden gehouden.

Derhalve wordt voorgesteld § 2 door de volgende bepaling te vervangen :

"Wanneer de ademtest, om een andere reden dan de weigering, niet kan worden verricht en hij die bestuurde of aanstalten maakte om te besturen, tekens van dronkenschap of van alcoholintoxicatie vertoont, kunnen de in artikel 59, § 1, genoemde magistraten, ambtenaren of beambten hem verbod opleggen om gedurende zes uren op een openbare plaats een voertuig of een rijdier te besturen, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 1, § 2, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap".

.../...

Artikel 9.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid van het nieuwe artikel 61 is niet bepaald, zoals dat in het huidige artikel 61, tweede lid, wel gedaan is, dat de eigenaar van het voertuig die niet onder het in artikel 60 bedoelde verbod tot sturen valt, zelf het voertuig mag besturen of het mag laten besturen door een andere door hem aangewezen persoon aan wie het verbod niet is opgelegd.

Het is niet duidelijk waarom die mogelijkheid weggelaten is.

Artikel 10.

Zoals bij artikel 8 is opgemerkt, zou ook hier moeten worden gelezen "De in artikel 59, § 1, genoemde magistraten, ambtenaren en beambten ..." in plaats van "De in artikel 59, § 1, genoemde ambtenaren en beambten ...".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. SMOLDERS, conseiller d'Etat, président,
A. DEPONDT, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, conseillers d'Etat,
F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DE KEMPENEER, assesseurs de la section de législation,
E. VAN VYVE, greffier de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. A. COURTEJOIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

E. VAN VYVE. Ch. SMOLDERS.

De kamer was samengesteld uit

staatsraad, voorzitter,
staatsraden,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
afdelingsgriffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. COURTEJOIE, auditeur.